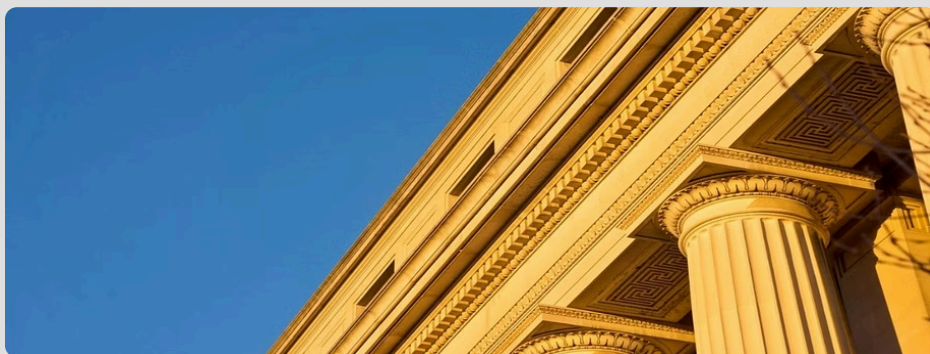




**FBConseil**

AVOCAT AU BARREAU  
DE PARIS



**NEWSLETTER Juillet 2025**

**Droit des Assurances - Compliance assurance et transport**

## Jurisprudence en Droit des Assurances

- **Indivisibilité procédurale.** Au regard de l'article 553 du CPC en cas d'indivisibilité à l'égard de plusieurs parties l'appel de l'une produit effet à l'égard des autres même si celles-ci ne sont pas jointes à l'instance, l'appel formé contre l'une n'est recevable que si toutes sont appelées à l'instance. L'arrêt d'appel déduisait qu'il y avait une indivisibilité entre M. [Z] [B] et ses proches, rendant irrecevable l'appel interjeté contre le seul M. [Z] [B]. L'arrêt est cassé étant donné qu'en l'absence d'impossibilité de poursuivre simultanément l'exécution, au profit des victimes indirectes, du jugement ayant retenu une absence de limitation du droit à indemnisation de M. [Z] [B] il n'existait pas d'indivisibilité entre ces actions. L'appel est donc recevable bien que les victimes indirectes n'aient pas été intimées. **(Cass.Civ 219 juin 2025 n°22-22.795)**
- **Fraude au Président** - la responsabilité de la banque pour manquement au devoir de vigilance dans l'exécution d'ordres de virement n'est pas retenue dans un cas d'escroquerie bancaire. Le montant des virements restait dans la limite des plafonds quotidiens convenus et demeurait couvert par le solde créditeur du compte, la destination des virements était un compte détenu dans les livres d'une banque agréée dans un pays membre de l'UE qui n'attirait pas l'attention en termes de sécurité, les opérations ne présentaient pas d'anomalies devant alerter la banque. **(Cass. chambre commerciale, financière et économique 12 juin 2025 n°24.10-168 et 24.13-697)**
- Il résulte de l'article 1240 du code civil que si la victime n'est pas tenue de limiter son préjudice dans l'intérêt du responsable, sa faute, lorsqu'elle a contribué à l'aggravation du dommage, diminue son droit à réparation. (trouble anormal de voisinage causé par la pollution de terres) **(Cass.Civ.3eme, 5 juin 2025 n°23-23.775)**
- La Cour de Cassation tranche deux litiges portant sur l'interprétation de la **garantie pertes d'exploitation** en cas de Covid 19. **(Cass. 28 mai 2025 n°23-20.093)**. Violent l'article 1103 du code civil et L 113-5 du code des assurances l'arrêt d'appel qui pour dire non-applicable une garantie souscrite au titre des pertes d'exploitation du fait de l'interruption ou de la réduction de l'activité résultant d'une mesure d'interdiction d'accès émanant des autorités administratives ou judiciaires, prises à la suite d'un événement extérieur à l'activité ou aux locaux dans lesquels elle est exercé, retient que les mesures de restriction prises par les dispositions réglementaires n'étaient pas constitutives de mesures d'interdiction d'accès aux locaux de ces restaurants, puisque l'accès était toujours possible pour les exploitants, le personnel et les fournisseurs et permettaient à la clientèle de se rendre dans ces établissements pour prendre livraison des commandes. De même, la Cour de Cassation casse un arrêt d'appel qui dénature les termes clairs du contrat en exigeant une impossibilité totale d'accès qui n'était pas stipulé. **(Cass. 28 mai 2025 n°24-11.006)**.

- Pour vérifier si l'assureur a respecté son obligation d'information en vertu des articles L. 114-1 et R. 112-1 du code des assurances, notamment sur les mentions des causes d'interruption de la **prescription**, la cour d'appel doit vérifier si les conditions générales du contrat d'assurance fournissent une information suffisante sur la prescription, rendant ainsi l'action recevable. **(Cass.28 mai 2025 n°23-21.067 Inédit)**
- **Droit international privé** - Il y a lieu de transposer la qualification d'obligation non contractuelle, retenue pour la détermination de la juridiction compétente, à celle de la loi applicable, de sorte que la loi applicable à l'action directe du sous-acquéreur contre le fabricant de la chose vendue doit être déterminée en application du règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (règlement Rome II). Une clause de choix de la loi applicable, stipulée dans le contrat initial conclu entre le fabricant et le premier acquéreur, auquel le sous-acquéreur n'est pas partie et à laquelle celui-ci n'a pas consenti, ne constitue pas un choix de la loi applicable à l'obligation non contractuelle, au sens de l'article **14**, paragraphe 1er, de ce règlement **(Cass.Civ 1re 28 mai 2025 n°23-13.687, n°23-20.341)**.
- La prescription de l'action en liquidation d'astreinte court à compter du jour où l'astreinte a pris effet **(Cass.civ.2 22 mai 2025 n°22-22.416)**.
- Lorsque deux contrats sont liés l'annulation du premier entraîne la caducité du second si toutes les parties au contrat annulé ont été atraites à l'instance en annulation **(Cass.com 7 mai 2025 n°24-14.277)**.

## **Nouveau ! Compliance et Transport**

**Loi n°2025-532 du 13 juin 2025** - Le Titre VI Lutte contre la corruption liée au narcotrafic et contre la poursuite des trafics en prison (article 54) modifie le code des douanes et le code des transports (Livre III cinquième partie).

**1**

### **Renforcement des mesures de sécurité**

La loi renforce les mesures de sécurité et d'accès aux installations portuaires.

**2**

### **Obligations des exploitants portuaires**

Après le 2° du I de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 09/12/2016 dite Sapin 2 est rajouté un article 3°. Les présidents, directeurs généraux et gérants des personnes morales exploitant des installations portuaires mentionnées au 2° de l'article L. 5332-16 du code des transports sont tenus de prendre les mesures destinées à prévenir et à détecter la commission, en France ou à l'étranger, de faits de corruption ou de trafic d'influence, sans conditions de seuils, d'effectifs ou de chiffre d'affaires.

**3**

### **Formation obligatoire**

La formation des agents chargés de la sûreté portuaire et aéroportuaire inclut obligatoirement une formation contre la corruption.

**4**

### **Actualisation régulière**

Les dispositifs doivent être revus tous les deux ans

La lutte contre la corruption relève d'une obligation de moyens pour les personnes physiques désignées qui doivent mettre en place des dispositifs de lutte raisonnables (plans de prévention, procédures de contrôle, formation, signalement, etc.). En cas de défaillance manifeste, leur responsabilité civile et/ou pénale pour faute personnelle peut être engagée. **Vérifier le périmètre de leurs missions dont certaines peuvent être protégées dans le cadre de la garantie d'assurance Responsabilité des Dirigeants.**

## Compliance et assurance

**EIOPA et risque cyber :** les assureurs européens sont appelés à la vigilance sur le risque géopolitique et ses conséquences en matière de commerce international et de cyberattaques.

**RGPD** – La Cour de Cassation fait sienne la position de la CNIL : les courriels professionnels émis ou reçus par un salarié grâce à sa messagerie professionnelle sont des données à caractère personnel au sens de l'article 4 du RGPD (**Cass.Soc. 18 juin 2025 n°23-19.022**)

**LCB-FT UE** – mise à jour de la liste des pays tiers à haut risque sur la base de la liste du GAFI - 10/06/2025 - Intégration de Monaco (**Règlement délégué 2025/3815**).

## **LCB-FT - Décisions de la CJUE du 19/06/2025**

### **C 671/23 – sociétés de jeux (profession réglementée)**

Les Etats et autorités régulatrices peuvent décider de sanctions par catégories de manquements relevés lors d'un même contrôle au lieu d'un montant d'amende globale , les amendes peuvent être imposées cumulativement de façon proportionnelle.

### **C 509/23 – sociétés de jeux**

sur les PEP : une personne ne peut être considérée comme un proche d'une personne politiquement exposée au seul motif que ces deux personnes sont membres de l'organe exécutif de la même association, cette situation constitue néanmoins une circonstance pertinente à prendre en compte dans l'appréciation des risques.

sur les modalités d'échanges d'information intra-groupes : L'article 45, paragr. 1 et 8, de la directive 2015/849, telle que modifiée par la directive 2018/843, en combinaison avec l'article 3, points 12 et 15, de la directive 2015/849, telle que modifiée, doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à ce qu'une entité obligée faisant partie d'un groupe applique d'office une décision prise par une personne exerçant une fonction de direction au sein d'une autre entreprise du même groupe, dans le cadre de son obligation de vigilance concernant les mesures de vigilance à l'égard de l'un des clients de cette entreprise, sans procéder à sa propre évaluation des risques et des mesures de vigilance à prendre.

## Compliance et assurance


- **SANCTIONS UE :**

Le Conseil reconduit les sanctions instaurées par l'UE en réaction à l'annexion illégale de la Crimée et de la ville de Sébastopol par la Fédération de Russie, **jusqu'au 23 juin 2026**.

Le Conseil a adopté un règlement imposant de nouveaux droits de douane sur les produits agricoles et certains engrais en provenance de Russie et de Biélorussie.

### **18eme paquet UE contre la Russie en préparation.**

- **FCPA USA** – Nouvelles Lignes directrices du DOJ sur l'anti-corruption – 9/06/2025 : Les nouvelles procédures engagées sur la fondement du FCPA devront cibler des faits portant gravement atteinte aux intérêts des USA notamment des faits de corruption liés aux cartels ou aux organisations criminelles transnationales via le blanchiment d'argent ou l'utilisation de sociétés écrans, ainsi que les pratiques créant des distorsions de concurrence au détriment de sociétés américaines.

 **Devoir de vigilance - La Poste** ([Cour d'appel de Paris, Pôle 5 chambre 12, 17 juin 2025, n° 24/05193](#)) La Cour d'Appel de Paris confirme le jugement rendu en première instance imposant à la Poste, sur le fondement de la Loi du 27 mars 2017, de revoir sa cartographie des risques, d'adapter ses procédures d'évaluation des sous-traitants, d'établir un mécanisme d'alerte concerté avec les instance représentatives, de publier son dispositif de suivi des mesures de vigilance.